

ÉTUDE SUR LA GESTION DE L'HYGIÈNE MENSTRUELLE À KYE-OSSI ET BAMOUNGOM, CAMEROUN



PHOTO : ONU Femmes / Taping Ivo

Cette étude est la troisième d'une série lancée par le Conseil de concertation sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC) et ONU Femmes dans le cadre du programme conjoint « Genre, Hygiène et Assainissement » mené en Afrique de l'ouest et du centre. Elle s'est intéressée à la gestion de l'hygiène menstruelle chez les femmes et les filles au Cameroun.

L'étude s'est concentrée sur deux localités aux profils socio-culturels bien distincts : Kyé-Ossi au sud et Bamoungom à l'ouest. Elle dresse un état des lieux des pratiques et comportements en matière de GHM et analyse les infrastructures et les politiques publiques du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.

Elle permet également de vérifier la disponibilité et la pertinence des informations sur la GHM et d'évaluer l'impact sur les pratiques d'hygiène, les conditions de vie des populations, leur santé, leur niveau d'éducation et la participation des femmes et des jeunes filles.

Les données ont été collectées tant au niveau central que régional. L'étude s'appuie sur une méthode mixte de recherche combinant approche quantitative et qualitative. Au total, plus de 1 000 personnes y ont participé. L'échantillon total a été divisé entre un échantillon scolaire et un échantillon tout-venant pour une meilleure analyse des questions de recherche.

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

De prime abord, il n'y a pas de différences majeures en termes d'accès à l'information et de pratiques d'hygiène menstruelle entre l'échantillon scolaire et l'échantillon tout-venant. Cependant, une analyse approfondie des données nous permet de relever des éléments importants :

En matière **d'accès à l'information**, les jeunes filles scolarisées au moment de l'étude ou l'ayant été antérieurement déclarent avoir reçu des enseignements sur les changements corporels et l'hygiène menstruelle à l'école. Cependant, elles présentent les mêmes **pratiques de lavage** et d'élimination du matériel hygiénique que celles qui n'ont pas été scolarisées.

Parfois, les performances du groupe scolaire sont même moindres. Ainsi, 100 % de l'échantillon tout-venant à Bamoungoum lave le tissu utilisé avec du savon ou du détergent, contre 83,7 % de l'échantillon scolaire. De même, 95,5 % de l'échantillon tout-venant à Kyé-Ossi lave le tissu utilisé avec du savon ou du détergent contre 92,3 % de l'échantillon scolaire.

Par contre, lorsqu'il s'agit **du séchage du matériel**, les performances de l'échantillon scolaire sont bien meilleures : 83,7 % d'entre elles à Bamoungoum sèchent le tissu au soleil, contre 44,9 % de celles de l'échantillon tout-venant. À Kyé-Ossi, 92,3 % de l'échantillon scolaire sèche le tissu au soleil contre 48,8 % de l'échantillon tout-venant.

Cela amène à se poser la question de la **nature et de la pertinence des informations reçues** au niveau du système éducatif mais également en dehors de celui-ci.

- Au niveau du système éducatif, il convient de noter que les jeunes filles en école primaire sont moins informées au sujet des menstruations que les jeunes filles du secondaire : seules 12 % des premières ont entendu parler du cycle menstruel contre 38,3 % au secondaire. Ce chiffre est encore plus élevé lorsqu'on effectue un croisement avec les jeunes filles de l'échantillon tout-venant ayant déjà été scolarisées : 17,6 % d'entre elles ont entendu parler du cycle menstruel au primaire, contre 80,9 % au secondaire. Ceci confirme que la question des menstruations est réellement abordée durant le cycle secondaire.

Selon les données de l'étude, le corps enseignant arrive en troisième position des sources d'information sur les règles parmi l'échantillon scolaire. Cependant, avoir entendu parler du cycle menstruel ne signifie pas forcément savoir, ni comprendre ce que c'est. En effet, seules 17,4 % des filles de l'échantillon scolaire ont su donner une réponse correcte à la question « qu'est-ce qu'un cycle menstruel ? » ; 53,1 % des jeunes filles scolarisées ont donné une réponse fautive et 29,5 % des réponses approximatives.

- De façon générale dans les deux échantillons, les mères et les sœurs sont les principales sources d'information. Il semblerait à la lecture des données que celles-ci mettent l'accent sur le lavage et l'utilisation de la protection hygiénique. **Le séchage et l'élimination** sont très peu ou mal abordés. En effet, le réflexe de protection de la jeune fille, les amalgames et les croyances sont au centre des recommandations fournies à la jeune fille.

De façon similaire dans les deux échantillons, l'étude note qu'à l'arrivée des ménarches, l'accent est mis par les informatrices sur : le type de protection à utiliser (42 % dans les deux échantillons) ; comment l'utiliser (35 % échantillon tout-venant, 34 % échantillon scolaire) ; comment rester propre (16 % dans les deux échantillons) ; comment gérer la douleur (2 % dans les deux échantillons) ; les choses ou activités à éviter pendant les règles (5 % de l'échantillon tout-venant et 6 % de l'échantillon scolaire).

Les données sur le vécu des **ménarches** viennent confirmer ces informations. Si la majorité de l'échantillon total avait entendu parler des menstruations, plus de 70 % déclarent pourtant n'avoir pas compris ce qui leur arrivait lors des ménarches. La peur était le sentiment dominant (environ 60 % de l'échantillon total), environ 15 % de l'échantillon total étaient heureuses, contre 7 % qui étaient mécontentes et environ 13 % indifférentes. Ces données confirment une **mauvaise préparation** des jeunes filles à l'arrivée des menstruations. Les règles ne sont pas abordées de façon holistique (mentale, psychologique et physique) pour permettre une bonne compréhension et une bonne gestion de ce phénomène normal et récurrent de la vie de la femme.

Certaines perceptions sur les menstruations peuvent constituer un **risque** pour les filles et les femmes. Il s'agit souvent de croyances liées au début de la vie sexuelle pour la jeune fille, à sa capacité de procréation, à sa fertilité et à l'importance du sang menstruel. Tous ces aspects sont liés de façon plus ou moins directe à la **position sociale** de la jeune fille et de la femme dans la communauté et dans la société en général. Ils peuvent avoir un impact négatif sur **l'estime de soi** et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles.

Même s'il est pour l'instant assez faible, **l'apport des hommes** est important à relever. Ainsi, parmi l'échantillon tout-venant, 10 % ont obtenu des informations sur les règles par un enseignant homme, 1,6 % se sont adressées à leur père lors des premières règles, et 0,9 % à un oncle ou autre homme de la famille.

Au niveau des **infrastructures**, la majorité des écoles visitées sont dotées de latrines. Plus de 90 % d'entre elles sont séparées à Kyé-Ossi et un peu moins à Bamoungoum,

et plus de 80 % d'entre elles sont équipées de portes. Les jeunes filles fréquentent l'école pendant les règles. Leur assiduité varie de 9 à 47 % en raison de différents facteurs : douleurs menstruelles, difficultés de concentration, incapacité à se changer et à prendre soin de leur hygiène intime à l'école. Le **faible taux de maintenance** des latrines (20 % seulement étaient propres au moment de la visite à Kyé-Ossi et moins de 42 % à Bamoungoum), entraîne une utilisation sporadique de celles-ci par les filles, notamment en période de menstruation.

Parallèlement, 22 % des **femmes en activité** réduisent leurs activités pendant les menstruations. Elles font preuve de beaucoup d'ingéniosité pour gérer les règles face au manque d'espace approprié sur les lieux de travail. Beaucoup « se débrouillent », demandent de l'aide à des voisins, collègues et amis ou rentrent à la maison. L'absence de toilettes publiques fonctionnelles constitue leur première préoccupation durant cette période (33 %), suivie par les (possibles) tâches sur leurs vêtements, l'absence d'espace pour se changer, les gênes physiques liées aux règles, et autres.

L'eau est disponible en quantité suffisante dans les écoles visitées. Cependant, le **savon** n'est presque jamais disponible : seules 17,6 % des répondantes ont déclaré qu'il y avait toujours du savon autour du dispositif lave-mains. Sans savon, les objectifs visés en matière d'hygiène et de santé ne sont pas atteignables.

Du point de vue des préférences des utilisatrices en matière de **protections hygiéniques**, les serviettes hygiéniques arrivent en tête (plus de 80 % dans les deux échantillons) suivies du tissu transformé ici en protection hygiénique réutilisable. L'on note dans les deux échantillons une utilisation mixte entre les serviettes hygiéniques qui sont les préférées et les protections hygiéniques réutilisables fabriquées artisanalement soit individuellement, soit par des sociétés locales ou groupements de femmes.

Les pratiques d'entretien des protections réutilisables sont moyennement bonnes puisque plus de la moitié de l'échantillon total ne sèche pas le tissu au soleil. Même si le tissu est lavé avec du savon et changé au moins deux fois par jour, le séchage à l'ombre ne permet pas de garantir une élimination des germes de façon optimale.

Le matériel hygiénique est majoritairement **éliminé** dans les latrines/toilettes à plus de 85 % tant dans l'échantillon scolaire que l'échantillon tout-venant, ce qui constitue un risque pour l'environnement et pour la maintenance des édicules.

Du point de vue des **politiques publiques**, celles du secteur de l'eau et de l'assainissement n'abordent pas la gestion de l'hygiène menstruelle. Dans le système éducatif, les menstruations sont intégrées dans le programme. Elles sont abordées de façon sommaire ou semble-t-il pas suffisamment détaillée pour permettre une bonne compréhension du cycle menstruel par les élèves.



Animation sur la gestion de l'hygiène menstruelle dans le village de Dielerlou Syll.
PHOTO : Javier Aceba/WSSCC/ONU Femmes

RECOMMANDATIONS

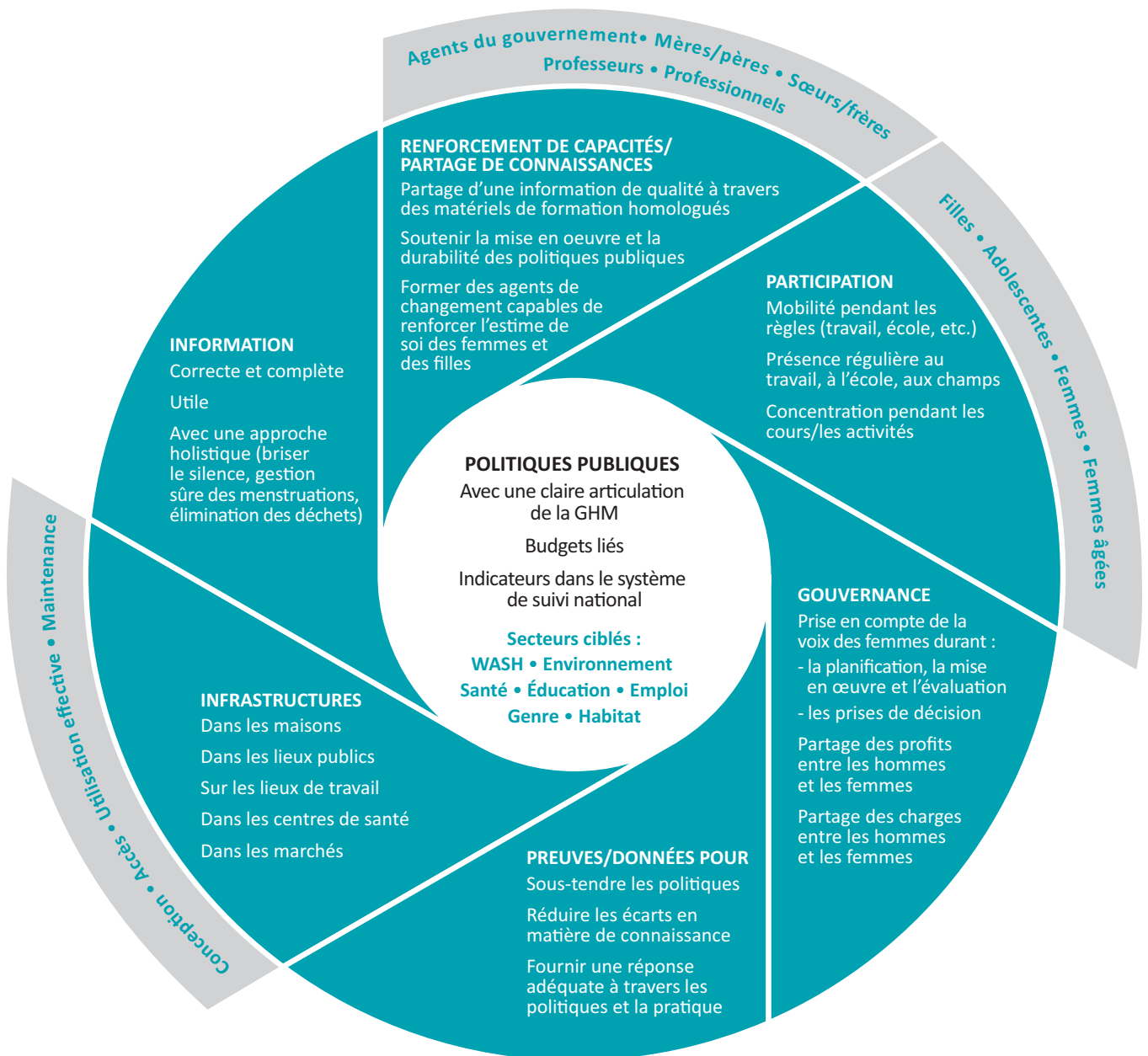
Les avantages d'une gestion digne et sûre de l'hygiène menstruelle sont multiples. Mieux informées, les femmes et les filles peuvent participer pleinement à la société et à l'économie, et mener une vie active à l'école, au travail et dans les loisirs.

La GHM doit être clairement articulée dans les politiques publiques nationales avec des budgets et systèmes de suivi liés. La capacité à mettre en œuvre ces politiques est aussi essentielle que des services que les femmes et les filles peuvent utiliser en toute confiance.

Pallier le manque de preuves par la recherche-action est important pour informer les décideurs politiques et praticiens.

Enfin, le changement des politiques publiques et l'amélioration des infrastructures doivent s'accompagner d'une meilleure gouvernance y compris à travers la responsabilité des Etats pour la garantie d'un accès à des services sûrs et adéquats destinés aux femmes et les filles dans les espaces et institutions publics.

ÉLÉMENTS CLÉS POUR LA CONCRÉTISATION DES DROITS HUMAINS* DES FEMMES ET DES FILLES PENDANT LES MENSTRUATIONS



*Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Droit à l'eau et à l'assainissement, Droit à l'éducation, Droit à l'information, Droit à la santé, Droit à un travail décent et des conditions du travail décentes.